



Contribution SAEP

Consultation sur la proposition de cahier des charges des messageries de presse agréées.

Le marché de la distribution de la presse a subi deux traumatismes en 2020 : la liquidation de Presstalis et la pandémie virale.

Ces deux phénomènes, l'un endogène, l'autre exogène, avaient été anticipés de longue date mais n'ont malheureusement l'un comme l'autre pu donner lieu qu'à une réaction collective souvent approximative et parfois contre-productive.

Il revient désormais à l'ARCEP de contrôler la mise en place d'acteurs « anti-fragiles » pour assurer les fonctions de messageries de presse, voire de favoriser une ouverture à la concurrence dans les années qui viennent.

Une approche pertinente ne peut cependant pas se contenter de reposer sur le seul établissement d'un cahier des charges administratif.

La déconfiture de Presstalis n'est pas le fait d'un défaut de régulation. Cette déconfiture est avant tout liée au profond mépris des principaux actionnaires de la messagerie pour le droit commun des sociétés : abus de biens sociaux présumés, conflits d'intérêt systématisés, refus de procéder aux augmentations de capital statutaires, voilà les quelques infractions qui ont mené Presstalis, ses éditeurs et ses diffuseurs dans un mur.

De fait, le simple respect de la loi, bien antérieure à la réforme d'Octobre 2019, par les conseils d'administration de la CDM, de la CDQ et de Presstalis aurait pu éviter la liquidation de l'entreprise. Ce mépris affiché pour les règles les plus élémentaires de gestion appellera peut-être des sanctions de la part des juridictions consulaires, on peut le souhaiter, en tout cas.

Mais pour le futur, il est légitime de douter que les mêmes acteurs, groupes de quotidiens en particulier, fassent un cas quelconque d'un nouveau cahier des charges alors qu'ils n'ont pas hésité à laisser des ardoises impayées de plusieurs centaines de millions d'euros à l'État et à leurs confrères, éditeurs de magazines.

Il est d'ailleurs symptomatique que l'ARCEP ait d'abord pris une décision de gel des transferts en Décembre 2019 qui n'a fait qu'accélérer la déroute et accordé ensuite un agrément provisoire à France Messagerie, une entreprise censée assurer la distribution de la presse quotidienne en France mais dotée d'un capital de 1000 € (!) et dont l'actionnaire unique, la CDQ, affiche un bilan attestant de son insolvabilité manifeste.



Par ces deux décisions et son extrême discrétion au cœur de la crise du premier semestre 2020, le collège de l'ARCEP a surtout fait la preuve de sa volonté de ne pas trop regarder sous le capot et de faire comme si de rien n'était.

Pour achever de se décrédibiliser, le nouveau régulateur a pris en Juin 2020 la décision de proroger la contribution exceptionnelle de 2,25% du CSMP au profit de France Messagerie.

Cette décision, purement insensée au plan juridique et attaquée par de nombreux éditeurs devant le Conseil d'État, fragilise un peu plus les perspectives d'exploitation du Presstalis numéro bis.

Bref le nouveau régulateur fait de gros efforts pour semer les graines d'une nouvelle crise majeure à horizon de douze à dix-huit mois.

A court terme, le nouveau choc que va subir ce château de cartes s'appelle « assortiment ».

En effet, il ne fait pas de doutes qu'une nouvelle réduction violente de l'offre de titres dans les points de vente, l'objet même de l'assortiment, entraînera une baisse significative, auto infligée, de la demande de presse.

Dans ce cadre, le SAEP réitère les demandes suivantes :

- . Le régulateur doit exiger que France Messagerie soit capitalisée correctement par la CDQ sans recours à la contribution exceptionnelle illicite imposée par sa décision de Juin 2020.

- . Le régulateur doit vérifier de manière empirique l'impact économique d'éventuelles règles d'assortiment avant leur déploiement et prouver qu'elles vont conduire à un regain de croissance du marché et non accélérer son déclin.

- . Afin d'apprécier les plans d'affaires fournis par les candidats à l'agrément, le régulateur doit mener une étude économique lui permettant de fixer les perspectives d'évolution du marché de la presse à trois et à cinq ans, en intégrant notamment les hypothèses de disparition des éditions papier de certains quotidiens.

Ce type d'études est mené de manière tout à fait habituelle par le CSA lors de l'autorisation de nouvelles chaînes TNT ou par l'ARCEP elle-même lors des attributions de paquets de fréquences télécoms. Il serait pour le moins étrange que le régulateur s'en dispense d'agissant du marché de la presse.

En conclusion, il est permis de douter que l'ARCEP, institution à l'indolence toute sous-préfectorale, accède aux trois demandes ici formulées. Les mêmes négligences conduiront alors à déplorer les mêmes accidents industriels.